

Comme l'a rappelé Yuval Noah Harari dans son best-seller *Sapiens*, lui qui est sans doute le plus grand intellectuel de ce début du 21^{ème} siècle, l'Homme de Néandertal, au fil des millénaires, s'éteignit graduellement jusqu'à complètement disparaître il y a 30 000 ans. Moins structuré, moins organisé que notre propre race dite « Homo Sapiens », celle-ci lui déroba graduellement les meilleures sources de nourriture jusqu'à produire son propre anéantissement, sans oublier quelques cas de génocides.

Les « Sapiens » repoussèrent donc les « Néandertaliens », mais les scientifiques rappellent que quelques métissages, malgré tout, se produisirent, les ADN d'actuels « Sapiens » comprenant parfois jusqu'à 4% de gènes néandertaliens ce qui a récemment stupéfié des anthropologues qui ne s'attendaient pas à une telle découverte ! Eh oui, peut-être êtes-vous concerné ?!

Car la nature est toujours très darwinienne, à savoir que soit vous vous adaptez à votre environnement, quitte à intégrer un groupe plus puissant que vous, soit vous disparaissiez. Tel est actuellement le cas dans le monde de l'entreprise où les entreprises nationales ne font pas le poids face aux multinationales.

Ces dernières savent tirer le meilleur parti de leur environnement en s'implantant, via leurs filiales, dans de très nombreux pays où elles peuvent capter les marchés les plus profitables ce qui leur procure du même coup un haut niveau de sécurité via la diversification de leurs actifs au niveau mondial.

Si un événement imprévu survient dans un pays, il reste tous les autres avec leurs sources de bénéfices. Ce qui leur permet de ne pas disparaître. Avec leurs avocats d'affaires et leurs avocats fiscalistes, elles bénéficient de la meilleure équation possible procurée par leur environnement, ce qui leur permet de payer moins de charges et d'impôts tout en tirant le meilleur bénéfice possible offert par les législations.



L'entreprise strictement nationale, en comparaison, est une esclave. Inféodée à un seul pays, elle est à la merci de leurs politiciens et de certains rackets fiscaux, sans oublier le poids d'une seule et même bureaucratie. Avec le temps, selon vous, laquelle disparaîtra, et laquelle prospérera ?!

Il en est de même des citoyens. Actuellement, beaucoup parmi nous restent encore strictement nationaux, travaillent et payent leurs impôts sur place tout en bénéficiant ou en subissant les pertes de l'entreprise locale dans laquelle ils travaillent.

Autrement dit, ils sont à la merci de leur environnement pour le meilleur comme pour le pire. Mais d'autres individus, et nous le voyons très bien au niveau de nos clientèles, ont compris tout le bénéfice qu'ils pouvaient tirer de la mondialisation.

Souvent plus ouverts d'esprit ce qui constitue un avantage non négligeable dans la compétition capitaliste, ils n'hésitent pas à changer de pays afin d'optimiser tous leurs gains, quitte parfois à posséder plusieurs résidences dans des pays différents.



Lorsqu'ils créent des entreprises, ils installent leurs sièges sociaux dans les pays les plus intéressants, optimisent leur fiscalité et diversifient leurs actifs au niveau mondial ce qui constitue un avantage important dans le cas d'une crise touchant une nation, car il reste alors toutes les autres.

En comparaison du « *global citizen* », comme l'appellent les Anglo-Saxons, l'individu nationaliste est un « esclave » qui attendra les décisions prises par son pays et son gouvernement, même si certaines situations ne lui plaisent guère.

Reste enfin cette interrogation très darwinienne de savoir qui, avec le temps, va finir par l'emporter entre des Etats endettés pas milliers de milliards, et des multinationales qui, elles, possèdent des milliers de milliards d'actifs ?! Mais peut-être que la réponse se trouve dans la question elle-même ?!

Au fil des crises internationales qui ne manqueront pas de se produire, les premiers continueront à se fragiliser et seront de plus en plus à la merci des secondes. Signe des temps, les multinationales veulent maintenant créer leurs propres monnaies pour concurrencer l'euro, le dollar, la livre sterling ou le yen qui ne représentent désormais plus que des monnaies criblées de dettes.

Pour le moment, les politiciens résistent et freinent l'ascension des cryptomonnaies car ils ont en tête un principe « étatique ». Jusqu'au jour où certains signeront les accords proposés par des multinationales leur proposant une future place dans leurs Conseils d'Administration, avec tous les gains qui vont avec !

Officiellement, bien entendu, la création et la généralisation de ces cryptomonnaies sera légalisée pour le seul avantage des nations concernées ! Comme d'habitude, comme vous le savez, lorsqu'un politicien prend une décision, c'est systématiquement dans l'intérêt du peuple, et non parce que les Présidents ont souvent comme meilleurs amis les plus grands milliardaires.

Ensuite, tout ira très vite, car les investisseurs auront davantage confiance dans des cryptomonnaies créées par des multinationales et assises sur des centaines de milliards d'actifs, que dans un euro ou un dollar représentant principalement un papier endetté.

Les Etats ne maîtrisant plus le cours de leurs monnaies, perdront de leur superbe et subiront l'évolution darwinienne où les forts finissent par terrasser les faibles. Quelque part, cette évolution est logique, car il est beaucoup trop simple que des Etats impécunieux puissent faire fonctionner à fond la « planche à billets » de leurs banques centrales sans jamais rien rembourser.

Si vous consultez le site internet de « Katleya Gestion » à Genève, vous pourrez visualiser l'interview où je réponds aux questions de **Kasmira Jefford** sur ce que peut apporter la finance à notre monde d'aujourd'hui,



Didier Maurin, le PDG de l'entreprise de conseil financier Katleya Gestion basée à Genève, (à droite), avec Kasmira Jefford, rédactrice en chef de Geneva Solutions (à gauche). — © Le Temps – 20.07.2022

Et un autre article de presse paru le 20 juin dans *Le Temps*, équivalent du « Monde » en Suisse romande, où j'ai traité de la conjoncture.

Quant à l'assurance-vie française, elle va être de plus en plus taxée, un sujet dont **Philippe Baillot** a parlé dans *Les Echos* le 14 août dernier.



Bonne Lecture

Didier Maurin